

Contribution de l'UEL

à la réunion du
Comité de Coordination Tripartite
du 3 février 2005

Comité de Coordination Tripartite



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

- I. Rapport du professeur Lionel Fontagné sur la compétitivité de l'économie luxembourgeoise : Commentaires de l'UEL
- II. Plan d'action national en faveur de l'emploi et de l'innovation : Propositions de l'UEL

Commentaires de l'UEL

I. Rapport du prof. Fontagné sur la compétitivité de l'économie luxembourgeoise

Les enjeux de la compétitivité de l'économie luxembourgeoise

- Relation croissance, emploi et chômage
- Équilibre des finances publiques
- Financement des systèmes de sécurité sociale
- Politique de redistribution étatique
- Maintien du pouvoir d'achat
- Protection de l'environnement et amélioration du cadre de vie

La compétitivité d'aujourd'hui est le vecteur de la cohésion sociale et du bien-être de demain

Le rapport du professeur Fontagné

Plan de la présentation

1. Les raisons de la disparité entre la position compétitive de l'économie luxembourgeoise et le bilan macro-économique du pays
2. Les améliorations proposées par l'UEL au tableau de bord de l'économie luxembourgeoise

1. Disparité entre position compétitive et bilan macro-économique

- L'effet multiplicateur de l'éclosion de la place financière depuis 1970
- Trois décennies d'avantages législatifs et réglementaires
 - flexibilité
 - lois innovantes
 - réglementations plus contraignantes chez nos pays voisins
 - ouverture des frontières grâce aux libertés européennes

1. Disparité entre position compétitive et bilan macro-économique - suite

- Nouveaux risques réduisant les avantages du Luxembourg
 - nouvelle approche de la législation européenne
 - surréglementation handicapant les petits pays
 - concurrence accrue des nouveaux pays par rapport aux niches de la place financière

1. Disparité entre position compétitive et bilan macro économique – suite

- Changement du modèle de croissance
 - accroître l'efficacité de nos lois et règlements
 - éviter la surréglementation de toutes sortes : « *Toutes les directives, mais rien que les directives* »
 - corriger les excès décidés dans le passé

1. Disparité entre position compétitive et bilan macro-économique - suite

- Relance de la politique de diversification industrielle et économique
 - encourager les activités industrielles
 - accepter les reconversions et favoriser les développements d'activités nouvelles
 - chercher de nouvelles spécialisations de l'économie

2. Améliorations proposées au tableau de bord

- Analyses sectorielles en matière de compétitivité
 - Ex. : Commerce électronique, cluster financier, industrie, artisanat, efficacité de la dépense publique,...
- Le Grand-Duché en tant que moteur dans la Grande Région
 - parfaire les comparaisons de compétitivité entre l'économie luxembourgeoise et celle de la Grande Région
 - analyser le potentiel de la Grande Région comme nouveau vecteur de croissance
- Instaurer un indicateur de soutenabilité financière de l'ensemble des régimes de pension

2. Améliorations proposées au tableau de bord - suite

- Synthétiser le tableau de bord par la définition d'une « *balanced scorecard* »
 - choisir les indicateurs clés en matière de compétitivité, de cohésion sociale et d'environnement
 - fixer des objectifs chiffrés pour chacun des indicateurs validés en tripartite
 - définir des plans d'action pour atteindre les objectifs fixés
 - faire régulièrement le bilan des résultats obtenus
 - ajuster les plans d'action en cas de déviation par rapport aux objectifs
 - refixer de nouveaux objectifs

2. Améliorations proposées au tableau de bord - suite

- Des précisions méthodologiques à apporter

	Objectifs	Projets	Indicateurs	Valeurs cibles
Optique financière				
Optique administrés				
Optique procédures internes				
Optique ressources humaines				

Propositions de l'UEL

II. Plan d'action national en faveur de l'emploi et de l'innovation

Les axes de la politique économique



Ce sont les entreprises compétitives qui créent la richesse

- Promouvoir une économie ouverte, dynamique et compétitive
- Assurer les équilibres macro-économiques
prix, emploi, finances publiques, sécurité sociale
- Investir davantage pour mieux légiférer
 - Lois et règlements comme un avantage compétitif
 - Toutes les directives mais rien que les directives
 - réduire les contraintes des administrés, simplifier et abolir des textes légaux et réglementaires

Le rapport du prof. Fontagné

- Doit servir de base de réflexion pour l'établissement du futur Plan d'action national
- générer des mesures concrètes à mettre rapidement en oeuvre
- fournir la base d'une vaste campagne d'information et de sensibilisation portant aussi sur la stratégie de Lisbonne et sur sa/son

Finalité : améliorer la cohésion sociale et le bien-être
Vecteur de base : la compétitivité des entreprises

Plan de la présentation

1. La dimension « Innovation »
2. La dimension « Emploi »
3. La dimension « Environnement et Énergie »

1. La dimension «Innovation»

Aspects traités dans ce chapitre :

1. Développer l'enseignement supérieur et la recherche
2. Favoriser la création d'entreprise
3. Passer à l'e-administration
4. Déréglementer le secteur des TICs
5. Développer des infrastructures modernes et de qualité

1.1 Développer l'enseignement supérieur et la recherche



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

Objectif

Rattraper le déficit considérable en matière d'éducation et de recherche

Projet
Actions

- Enseignement supérieur
 - Orienter l'Université vers certaines spécialités ouvrant des niches de croissance à l'économie
 - Privilégier des projets de formation hautement spécialisés
 - Créer une chaire dédiée à l'entrepreneuriat et au management d'entreprise
 - Développer des formations continues diplômantes
 - Valoriser les interactions avec les milieux économiques

1.1 Développer l'enseignement supérieur et la recherche

Projet

■ Recherche

Actions

- Optimiser les instruments et l'organisation
- Définir des objectifs et des cibles en concertation avec l'économie
- Augmenter les moyens financiers pour la recherche publique : 1% du PIB
- Regrouper les structures de recherche au sein de l'Université

1.1 Développer l'enseignement supérieur et la recherche

Projet

■ Recherche - suite

Actions

- Fonds National de Recherche au service de la compétitivité
- Encourager la réalisation des synergies entre CRP et milieux économiques
- Attirer des « start-ups » et des chercheurs (politique des permis de travail et de séjour)

1.2 Favoriser la création d'entreprise



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

Objectif

Un enjeu majeur pour le développement et la diversification de l'économie nationale

Actions

- Simplifier les démarches pour la création d'entreprise
- Faciliter l'accès aux sources de financement, notamment au capital à risque
- Renforcer les actions de sensibilisation des jeunes
- Soutenir concrètement les projets d'entreprises par l'accès à moindre frais à des conseils externes (business angels,...)
- Familiariser les enseignants avec le monde de l'entreprise
- Adapter les programmes scolaires
- Multiplier les contacts entre étudiants et créateurs d'entreprise

1.3 Passer à l'e-administration

Objectif

Comblar le retard du Luxembourg

Actions

- Simplifier la loi du 2 août 2002 sur la protection des données à caractère personnel
- Rendre possible l'accomplissement de formalités administratives par voie électronique
- Utiliser l'e-administration pour permettre la communication dans toutes les langues entre administrés et administrations

1.4 Déréglementer le secteur des TICs



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

Objectif

Promouvoir la diffusion des TICs dans la société

Actions

- Assurer l'accès internet à large bande
- Doter le pays d'un réseau de communication moderne
- Renforcer la concurrence entre opérateurs
- Interconnecter l'infrastructure avec les grands centres européens
- Adopter rapidement le plan directeur sectoriel concernant les stations de base et antennes
- Redéfinir les missions de l'ILR
 - Établir des étalonnages au niveau national par référence aux marchés étrangers

1.5 Développer des infrastructures modernes et de qualité



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

Objectif

Projet

Actions

Projet

Actions

Un facteur déterminant pour le site économique

- Valoriser la localisation géographique du pays
 - Capitale européenne / Grande Région
- Assurer une politique active d'aménagement du territoire
 - Assurer la disponibilité en nombre suffisant de zones d'activités modernes et réussir la mise en valeur des friches industrielles
 - Consulter les milieux professionnels avant chaque phase d'implémentation du concept IVL
 - Assurer la disponibilité d'infrastructures performantes en matière de communication et de transport (chemin de fer: Belgique, RFA et air)

2. La dimension « Emploi » - quelques principes



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

- Le Luxembourg compte aujourd'hui 300.000 emplois pour une population résidente de 450.000 personnes. (Chez nos voisins la proportion emploi/habitants est de 1/3 contre 2/3 au Luxembourg)
- Un marché de travail atypique et déséquilibré :
 - Économie privée : 20% de Luxembourgeois, 80% d'étrangers
 - Économie publique et parapubliques: 20% d'étrangers et 80% de Luxembourgeois
- La compétitivité de l'économie détermine la création d'emplois
- La productivité détermine le coût du travail et le coût du travail détermine les prix (et non l'inverse)
- Celui qui n'a pas d'emploi (chômeur, inactif) ne contribue pas à la production de richesse
- Le coût du travail pour l'entreprise ne doit pas toujours équivaloir au revenu touché par le travailleur (redistribution)



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

Objectif

2. La dimension « Emploi »

Créer et maintenir un nombre élevé d'emplois, lier le coût du travail à la productivité et viser la disparition de la dualité du marché du travail

Projets

Aspects traités dans ce chapitre :

1. Préparer de manière optimale les jeunes à la vie en société et à la vie active
2. Former et motiver les moins qualifiés
3. Instaurer un Salaire Minimum Formation

2. La dimension « Emploi » - suite



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

4. Moduler l'échelle mobile des salaires de façon à lier le coût du travail à la productivité
5. Contrôler l'évolution des dépenses de protection sociale et confirmer le maintien des charges sociales patronales à leur niveau actuel
6. Ouvrir la fonction publique aux citoyens européens
7. Attirer les compétences étrangères
8. Modifier l'équilibre de l'économie politique

2.1 Préparation optimale des jeunes à la vie active



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES
Objectif

Améliorer « les performances médiocres » du système éducatif

Actions

- Susciter chez l'écopier le besoin d'un apprentissage permanent
- Améliorer les connaissances de base
- Moderniser le statut des enseignants en y intégrant des instruments d'évaluation
- Donner une certaine autonomie aux établissements d'enseignement
- Veiller à ce que l'école soit un facteur de cohésion sociale

2.1 Préparation optimale des jeunes à la vie active



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

Objectif

Réforme du système d'orientation

Actions

- Écarter le système de l'orientation par l'échec
- Mettre en place une instance nationale s'occupant uniquement de l'orientation scolaire et professionnelle
- Adapter le profil des personnes chargées de l'orientation des élèves et les rapprocher du monde des entreprises

2.2 Former et motiver les moins qualifiés



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

Objectif

Comprendre pourquoi le chômage baisse seulement si la croissance du PIB dépasse 5% et celle de l'emploi 2,5%. Orienter, former et appuyer les résidents de façon à éviter que les nouveaux emplois soient prioritairement repris par des frontaliers ou immigrés

Actions

- Réformer la loi de 1945 sur l'apprentissage
- Encourager des entreprises à investir dans la FPC
 - par une adaptation de la loi du 22 juin 1999
 - par une procédure simplifiée et adaptée aux ressources des PME/PMI
 - Par des incitations financières, par exemple sous forme d'un chéquier formation adapté
- Réformer l'ADEM, organisme de placement
- Stimuler l'embauchage de demandeurs d'emploi par un droit de travail moins rigide

2.2 Former et motiver les moins qualifiés - chéquier formation

- L'utiliser sur base d'un accord entre parties au contrat de travail
- Le rapprocher de l'accord signé entre partenaires sociaux concernant l'accès individuel à la formation professionnelle continue (FPC)

2.3 Instaurer un Salaire Minimum Formation

Le coût du travail doit être relié à la valeur créée par le travailleur

Actions

- Distinguer entre coût du travail et revenu du travailleur
- Fixer un plus juste rapport entre productivité et niveau du SSM
- Abolir les automatismes intégrés dans le système du SSM
- Utiliser le chéquier formation sur une base volontaire pour les entreprises

2.4 Moduler l'échelle mobile des salaires



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

Objectif

Pallier les effets néfastes de l'échelle mobile sur la compétitivité des entreprises

Actions

- Mener une politique anti-inflationniste avec fixation d'un objectif d'inflation inférieure à celle de nos voisins
- Lier l'indexation à la réalisation de cet objectif chiffré en matière d'inflation
- Neutraliser l'effet des prix administrés, des taxes indirectes et des décisions politiques ayant un effet négatif sur certains prix (ex. politique de l'environnement, effet d'autoallumage) par une adaptation du panier à la base de l'IPCN
- Limiter l'indexation des salaires à l'indice du coût de la vie à 1,5 fois le SSM

2.5 Contrôler l'évolution des dépenses de protection sociale



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

Objectif **Ne pas hypothéquer l'avenir des générations futures et maintenir les charges sociales patronales à leur niveau actuel**

- Actions**
- Confirmer l'accord tripartite de ne pas relever les charges sociales et revenir sur l'augmentation des cotisations en matières d'assurance maladie
 - Mieux cibler les dépenses de sécurité sociale et les transferts sociaux : choisir entre niveau de prestation et coût à supporter par l'assuré
 - Tenir compte des effets futurs de la dette sociale cachée sur les comptes de la sécurité sociale
 - Améliorer l'efficacité de nos systèmes de santé
 - Encourager les 2^{ième} et 3^{ième} piliers de pension et les systèmes d'assurance maladie complémentaires



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

Objectif

2.6 Ouvrir la fonction publique

Le plurilinguisme ne justifie pas la fermeture de la fonction publique

Actions

- L'e-administration permet un rapprochement entre administration et administrés dans toutes les langues
- Accroître le degré d'ouverture de la fonction publique
- Mener une politique salariale appropriée en évitant toute concurrence déloyale sur le marché du travail
- Maintenir l'équité sociale entre salariés et agents publics et rapprocher les statuts du secteur privé et du secteur public

2.7 Attirer les compétences étrangères



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

Objectif

Adopter une politique d'immigration qui tienne compte des besoins de l'économie

Actions

- Ouvrir le marché du travail aux ressortissants des pays nouvellement adhérents à l'UE (le cas échéant par voie d'accords bilatéraux)
- Simplifier et accélérer les procédures en matière d'obtention des permis de travail pour étrangers qualifiés et chercheurs
- Créer un statut favorable aux impatriés

2.8 Modifier l'équilibre de l'économie politique



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

- Ouvrir davantage la fonction publique aux ressortissants communautaires
- Instituer la double nationalité
- Accroître la participation politique des populations étrangères résidentes

3. La dimension

« Environnement et Énergie »

Participer activement aux efforts de protection de l'environnement tout en conciliant les objectifs de compétitivité avec ceux de l'environnement

Actions

- Éviter la délocalisation des activités industrielles par l'acquisition de droits d'émission
- Simplifier et alléger la législation relative aux établissements classés
- Simplifier le cadre réglementaire de la gestion des déchets
- Intégrer des considérations concernant la sécurité et la diversité de l'approvisionnement et le coût de l'énergie dans de futurs plans d'action nationaux « environnement »

3. La dimension « Environnement et Énergie »

- Les moyens à mettre en œuvre pour atteindre un objectif environnemental ne doivent pas conduire à une dégradation unilatérale de la compétitivité, ni en Europe, ni au Luxembourg
- Exemples:
 - Kyoto oui, droits d'émission non
 - Économie d'énergie oui, subvention abusive de certains types d'énergies propres non
 - Reach